

## Au Journal officiel du 22 au 28 avril 2017

### Au Journal officiel du 22 au 28 avril 2017

02/05/2017

#### Au Journal officiel du 22 au 28 avril 2017

*La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.*

#### Au JO du 22 avril 2017 :

- Décret n° 2017-576 du 20 avril 2017 portant publication de l'accord instituant le Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique, et ses règles internes (ensemble 4 annexes), signé à La Valette le 12 novembre 2015 ;
- Décret n° 2017-584 du 20 avril 2017 fixant les modalités d'application du contrat d'amélioration de la qualité et de l'efficacité des soins – *Modification du Code de la sécurité sociale* ;
- Décret n° 2017-587 du 20 avril 2017 pris pour l'application de l'article L. 211-11-1 du Code de la sécurité intérieure et relatif aux autorisations d'accès aux établissements et installations accueillant des grands événements – *Modification du Code de la sécurité intérieure – Voir également la délibération de la CNIL n° 2007-047 du 9 mars 2017* ;
- Décret n° 2017-589 du 20 avril 2017 pris pour l'application de l'article L. 311-2 du Code de la route – *Modification du Code de la route* ;
- Décret n° 2017-592 du 20 avril 2017 relatif aux prêts ne portant pas intérêt consentis pour financer la primo-accession à la propriété – *Modification du Code de la construction et de l'habitation et du Code général des impôts* ;
- Arrêté du 19 avril 2017 relatif au dispositif national de surveillance de la qualité de l'air ambiant – *Abrogation de l'arrêté du 21 octobre 2010* ;
- Rectificatif à l'arrêté du 28 février 2017 modifiant l'arrêté du 15 mai 2013 fixant la liste des pays non membres de l'Union européenne avec lesquels la France dispose d'un instrument juridique relatif à l'assistance mutuelle ayant une portée similaire à celle prévue par la directive 2010/24/UE du Conseil du 16 mars 2010 et par le règlement n° 904/2010 du Conseil du 7 octobre 2010 ;
- Arrêté du 19 avril 2017 fixant le contenu et les modalités de diffusion et de mise à jour du registre public d'accessibilité.

#### Au JO du 23 avril 2017 :

- 
- Décret n° 2017-599 du 21 avril 2017 relatif à la mise à disposition sur le marché des équipements radioélectriques – *Modification du Code des postes et des communications électroniques et du décret n° 2015-1084 du 27 août 2015* ;
  - Décret n° 2017-601 du 21 avril 2017 pris pour l'application de l'article 109 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017

Et arrêté du 21 avril 2017 pris pour l'application de l'article 109 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 ;

- Décret n° 2017-602 du 21 avril 2017 relatif au certificat de décès – *Modification du Code général des collectivités territoriales* ;
- Décret n° 2017-606 du 21 avril 2017 relatif aux conditions d'exercice des activités privées de sécurité - *Modification du Code de la sécurité intérieure* ;
- Décret n° 2017-608 du 21 avril 2017 relatif à l'extension du champ des dispenses de formalités au titre du Code de l'urbanisme ;
- Arrêté du 3 avril 2017 portant création par la direction générale des finances publiques d'un traitement automatisé de transfert aux collectivités locales des données à caractère personnel relatives aux locaux commerciaux vacants au sens de la cotisation foncière des entreprises.

#### **Au JO du 25 avril 2017 :**

- Décret n° 2017-611 du 24 avril 2017 relatif aux sociétés constituées pour l'exercice de la profession de greffier de tribunal de commerce et aux sociétés de participations financières dans ces sociétés – *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf art. 4) - Modification du Code de commerce* ;
- Décret n° 2017-612 du 24 avril 2017 relatif aux prestations en espèces versées en cas de maladie et de maternité pour les assurés affiliés au régime social des indépendants – *Modification du Code de la sécurité sociale* ;
- Décret n° 2017-613 du 24 avril 2017 relatif à l'exercice de la profession de greffier de tribunal de commerce sous forme de société civile professionnelle et en qualité de salarié - *Modification du Code de commerce* ;
- Arrêté du 3 avril 2017 portant création par la direction générale des finances publiques d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « E-CFE » ;

#### **Au JO du 26 avril 2017 :**

- Décret n° 2017-618 du 25 avril 2017 relatif aux comités locaux d'aide aux victimes - *Modification du Code de la sécurité intérieure, du décret n° 2016-1056 du 3 août 2016 et du décret n° 2017-143 du 8 février 2017* ;
- Arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur

aménagement – *Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2017 – Abrogation de l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 2006.*

**Au JO du 27 avril 2017 :**

- Décret n° 2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes – *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf art. 19) – Modification du Code de l'environnement, du Code de l'expropriation, du Code forestier, du Code de la sécurité sociale, du Code de l'urbanisme et de plusieurs textes non codifiés ;*
- Décret n° 2017-630 du 25 avril 2017 relatif à la simplification du droit des sociétés et au statut de l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée – *Modification du Code de commerce et du Code rural et de la pêche maritime ;*
- Décret n° 2017-631 du 25 avril 2017 relatif à la constitution et au fonctionnement des groupements de coopération sanitaire – *Modification du Code de la santé publique, du Code du travail et du n° 2010-862 du 23 juillet 2010 ;*
- Décret n° 2017-632 du 25 avril 2017 relatif aux conditions de détermination des zones caractérisées par une offre de soins insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins ou dans lesquelles le niveau de l'offre est particulièrement élevé – *Modification du Code de la santé publique ;*
- Décret n° 2017-633 du 25 avril 2017 relatif aux conditions d'application de l'interdiction de vapoter dans certains lieux à usage collectif – *Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2017 - Modification du Code de la santé publique et du Code de procédure pénale ;*
- Décret n° 2017-634 du 25 avril 2017 *modifiant le décret n° 2008-689 du 9 juillet 2008* relatif à l'organisation du ministère de la justice et le décret n° 2016-1675 du 5 décembre 2016 portant création de l'inspection générale de la justice ;
- Décret n° 2017-636 du 25 avril 2017 relatif aux conditions de l'expérimentation de l'enregistrement des contrôles d'identité par les agents de la police nationale et les militaires de la gendarmerie nationale équipés d'une caméra mobile ;
- Arrêté du 14 avril 2017 relatif aux fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteurs – *Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2018 ;*
- Arrêté du 14 avril 2017 relatif aux données essentielles dans la commande publique – *Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2018 ;*
- Arrêté du 20 avril 2017 établissant une charte définissant les principes déontologiques auxquels sont tenus de se conformer les membres du collège, les membres de la commission nationale et des commissions locales d'agrément et de contrôle et les agents du Conseil national des activités privées de sécurité.

---

**Au JO du 28 avril 2017 :**

- Ordonnance n° 2017-644 du 27 avril 2017 relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé – *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf art. 14) - Modification du Code de la santé publique, du Code de la sécurité sociale et de plusieurs textes non codifiés ;*
- Ordonnance n° 2017-647 du 27 avril 2017 relative à la prise en compte de l'ancienneté dans les contrats de travail à caractère saisonnier et à leur reconduction – *Modification du Code du travail ;*
- Ordonnance n° 2017-650 du 27 avril 2017 *modifiant le livre III du Code du patrimoine – Et modification du Code général des collectivités territoriales ;*
- Ordonnance n° 2017-651 du 27 avril 2017 relative aux immeubles et objets mobiliers classés ou inscrits au titre des monuments historiques – Entrée en vigueur à une date fixée par décret et au plus tard le 1er janvier 2018 – *Modification du Code du patrimoine, du Code de l'environnement, du Code de l'expropriation, du Code général des collectivités territoriales, du Code général de la propriété des personnes publiques, du Code de l'urbanisme et du Code de la voirie routière ;*
- Décret n° 2017-638 du 27 avril 2017 relatif aux licences de réutilisation à titre gratuit des informations publiques et aux modalités de leur homologation – *Modification du Code des relations entre le public et l'administration ;*
- Décret n° 2017-640 du 26 avril 2017 fixant la date d'entrée en vigueur de la contribution prévue au I de l'article 49 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 ;
- Décret n° 2017-643 du 27 avril 2017 relatif au Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions – *Modification du Code des assurances et du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 ;*
- Décret n° 2017-646 du 26 avril 2017 relatif à certaines enquêtes préalables prévues par l'article L. 2362-1 du Code de la défense – *Modification du Code de la défense ;*
- Arrêté du 25 avril 2017 *modifiant l'arrêté du 1er septembre 2016* portant création par la direction générale des finances publiques d'un traitement automatisé de données à caractère personnel de gestion du fichier des contrats de capitalisation et d'assurance vie dénommé Ficovie ;
- Arrêté du 25 avril 2017 *modifiant l'arrêté du 14 juin 1982* relatif à l'extension d'un système automatisé de gestion du fichier des comptes bancaires.

**La Rédaction Législation**